



Camille Cabral,
pionnière et diva transgenre



Camille Cabral – Existrans 2005

(générique d'introduction)

Mai 1980, la docteure Camille Cabral arrive en France du Brésil après un passage éclair par Berlin. Elle nous raconte la lutte contre le Sida, des hôpitaux parisiens au PASTT (Prévention Action Santé Travail pour les Transgenres) la première association de personnes transgenres migrantes en France, qu'elle crée pour répondre aux besoins des travailleuses du sexe notamment. Première femme transgenre élue de la République, elle se remémore le PASTT à ses débuts, hébergé par Aides, puis les rencontres et les collaborations avec d'autres activistes à Marseille, Bordeaux, Amsterdam, jusqu'à ses combats aujourd'hui, toujours dans la prévention et la santé sexuelle et pour les droits des personnes trans et en particulier des personnes trans étrangères, menacées dans leur pays.

Je suis arrivée en France le 31 mai 1980. C'était par hasard que je suis venue en France parce que j'ai obtenu une bourse de Berlin pour aller en Allemagne faire une spécialisation de dermatologie. Je n'étais pas encore à un niveau de connaissance suffisant de la langue allemande donc la coordinatrice du cours m'a conseillée d'attendre encore un mois pour commencer les cours. Et j'avais un mois devant moi, en Allemagne, à Berlin, sans connaître personne. J'ai dit : « je vais en France » parce que j'avais en France deux collègues médecins : un à Cochin et un autre à Villejuif. Donc je suis venue, et comme j'avais déjà dit par écrit mon intérêt pour faire une résidence ici à l'hôpital Saint-Louis, ou sinon à l'hôpital Cochin - parce qu'il y avait un service à Necker : un service de pédiatrie et maladies dermatologiques - je suis allée parler avec Monsieur Antoine Puissant, qui était le chef de

dermatologie à l'hôpital Saint-Louis. En parlant avec lui, il a bien compris que comme migrante je n'avais pas vraiment un foyer et une maison parce que tout était vraiment organisé à Berlin. Donc j'ai commencé à m'arranger petit à petit. Il m'a gentiment fait profiter de la maison qu'on appelle la salle de garde, le pavillon Gabrielle à l'hôpital Saint-Louis, pour que les médecins, celles ou ceux qui étaient de garde, puissent manger et dormir. Donc c'était mon début à l'hôpital Saint-Louis.

À la fin de ce mois, mon professeur a dit : « écoutez, j'ai un bon écho et même observé que vous êtes une personne qui écoute bien les personnes, qui a avec elles un accès sensible à ce qu'elles disent. Et je voudrais vous demander s'il y aurait la possibilité que vous demandiez le report de votre bourse de Berlin et que vous restiez une année ici ». J'ai commencé à réfléchir. J'ai trouvé le chef de service vraiment très sympa et l'équipe très sympa et j'ai accepté. C'était le tout début, une chose en amenant une autre, ça fait que je suis là aujourd'hui.

Quand j'étais à Saint-Louis, mon professeur m'a dit : « vous allez être affectée à deux services : le service des maladies sexuellement transmissibles et le service de mycologie. » Donc ils m'ont responsabilisée pour faire des travaux et des recherches en mycologie et des observations de la gonorrhée, de la syphilis et chlamydia. Mais dans les grandes réunions de dermatologie, il y avait déjà quelque chose qui laissait tout le monde un peu surpris. C'était le syndrome de Kaposi, la pneumocystose à carinii, la toxoplasmose, le cytomegalovirus. Tout cela dans une population qui n'était pas censée en avoir, exceptée en des zones qui sont endémiques et d'autres qui étaient en immunodépression, c'est-à-dire les chimiothérapies pour les cancers, etc. Mais là non, c'était de jeunes personnes qui avaient toutes ces maladies-là et qui n'étaient pas censées avoir ces pathologies.



Daniel Defert - 1988

C'était le Sida. C'était le Sida et je me rappelle qu'un jour, après la consultation, j'ai trouvé une petite carte sur la table. Et cette petite carte disait "Aides". Aides aux personnes qui, en 1984-85, savaient qui était Daniel Defert, qui avait déjà fondé cette association, une association d'auto-support, d'auto-organisation pour lutter contre le Sida. Et ça m'a donné quelque chose à imaginer. Il faudrait que je fasse quelque chose, parce que j'ai commencé dans ce service et beaucoup de travailleuses du sexe et beaucoup de trans venaient me voir, et même des non-travailleuses du sexe venaient me

voir. Elles se sentaient plus à l'aise de parler avec moi. Donc ça a commencé comme ça et je me suis dit : « on va voir où est-ce que ça va mener ».

J'ai fait plusieurs cours liés au Sida et à la mycologie, mais je reste très reconnaissante à cette petite carte qui était sur ma table qui était celle de Daniel Defert, dont tu m'as dit qu'il était intervenu ici, c'est vraiment dommage que je l'ai raté (cf. Feuilleton des luttes, saison 1 - épisode 5). Dans cette population qui venait me voir, il y avait beaucoup de personnes turques, kurdes, beaucoup d'Africains, tous migrants. Parce que vous savez que les dispensaires anti-vénériens étaient ouverts, étaient gratuits comme jusqu'à aujourd'hui, ce sont les CeGIDD [Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic, ndlr] qui sont gratuits. J'avais déjà cette approche avec les personnes migrantes et je savais qu'il y avait quelque chose à faire spécialement pour les personnes qui ne parlaient pas bien français. Et c'était la décennie des Brésiliennes du Bois de Boulogne. Il y avait beaucoup de Brésiliennes dans les années 80.

Peu à peu, j'ai commencé à m'adapter pour répondre à la question de ces personnes-là. Et pour répondre à la question de ces personnes-là, c'est par une action de groupe ou une action communautaire. Parce que répondre à cette question-là, c'est vraiment difficile, parce qu'elles demandaient beaucoup de choses. Je parlais beaucoup de santé et elles parlaient au-delà de la santé : « Comment se régulariser en France ? Quel hôtel habiter ? Comment payer la nourriture ? » Et beaucoup de problèmes de contrôles, de discriminations. Elles avaient aussi des préoccupations peut-être prioritaires pour elles, mais pour moi, c'était vraiment beaucoup plus la santé parce que j'étais vraiment engagée en voyant que nous étions devant une épidémie.



**Luc Montagnier, Jean-Claude Chermann,
Françoise Barré-Sinoussi - 1984**

C'était en 1984 vous savez que Monsieur Montagnier a découvert le virus. Tout ça en sachant que c'était à partir d'un ganglion prélevé d'un malade de Monsieur Rozenbaum (à l'époque, médecin infectiologue à l'hôpital Claude-Bernard - ndlr). Et tout ça, c'était bien joli cette bagarre entre New York et Paris pour s'accaparer la découverte du virus. Mais c'était la France en fait.

Il y a eu un cours dédié aux médecins, aux psychologues, aux infirmières et aux dentistes. En sachant qu'à partir du moment où la maladie était vraiment prouvée, qu'elle passe par le sang et par le sperme, nous étions vraiment devant un problème majeur.

Donc on a commencé à faire un discours sur la réduction des risques, un discours sur les préservatifs. Le préservatif c'était la promotion numéro 1 et jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs. Ces cours comptaient 15 élèves, il y avait beaucoup de candidats. J'ai eu de la chance parce que la dame de ces cours m'a demandé : "écoutez, je vois que vous avez beaucoup d'atouts. Vous êtes d'un groupe discriminé. Vous êtes médecin. Vous travaillez dans les hôpitaux. Vous connaissez la population et vous connaissez les problèmes de terrain. Donc, est-ce que vous me promettez de venir jusqu'à la fin ? Une adhésion véritable ?" J'ai dit : "oui, j'y vais". Et donc, c'était le début du PASTT.

A partir du moment où j'ai fait ce mémoire devant tous, il y avait la DGS [Direction Générale de la Santé, ndlr] là-bas, voilà c'était le début du PASTT. C'était quelque chose de pratique parce qu'on allait au Bois de Boulogne et on a commencé à y aller avec les camions. C'était tout un roman, Jésus ! Nous avions un camion et nous faisons des cafés. Et nous avons beaucoup de mal à faire le pont vraiment avec les filles parce que les filles ne croyaient pas beaucoup qu'il y avait du



Manifestation du PASTT

sérieux qui parlait de deux trans. C'était une collègue à moi qui s'appelle Sonia Castelletti, elle est argentine, et moi-même qui avons commencé le PASTT au Bois de Boulogne, qui avons commencé l'action. La conception, c'était moi à l'hôpital de la Salpêtrière. Mais l'action vraiment subventionnée pour acheter un camion et pour acheter des préservatifs et pour donner toutes ces documentations spécifiques c'était vraiment moi et Sonia qui avons commencé.



Camille Cabral (à gauche) et Marcella Di Folco (à droite)

Les filles nous recevaient avec une certaine méfiance. Mais il a suffi de deux-trois mois pour qu'elles voient que nous n'étions pas dangereuses. Ce n'était pas facile parce que c'était la seule association qui parlait des travailleuses du sexe. D'ailleurs, c'est un mot que j'ai lancé, "travailleur du sexe", ici en France. J'ai lancé aussi "transgenre" avec ma sœur Marcella Di Folco en

Italie. Et ça, c'est quelque chose pour faciliter la communication.

Et on disait : "voilà, il faudrait que vous, vous alertiez que cette population elle a des rapports sexuels avec les messieurs de cette société, que ce soient les fils, les maris ou les neveux. Mais ces hommes-là vont coucher avec des filles au Bois de Boulogne et vous hésitez à nous subventionner". Parce que la dame disait - je ne peux pas dire son nom - elle disait : « mais l'Administration n'est pas préparée pour subventionner des associations de transsexuels ». On les appelait même travestis quelquefois. Donc j'ai dit non, moi je dis que c'est un problème de santé publique parce qu'il ne faut pas cloisonner, la sexualité c'est un réseau. Il suffit d'une personne contaminée pour diffuser la maladie parce que c'est quelque chose comme une avalanche, une petite boule de neige qui va arriver à faire quelque chose en déglouinant. Il y avait beaucoup de conflits entre toutes les associations et ils continuent toujours. Mais maintenant, c'est plus, disons, civilisé. Mais avant, c'était quelque chose de vraiment dur. Il fallait être forte pour tenir le terrain, être respectée. Non seulement la population elle-même est très difficile parce que ce sont beaucoup de personnes qui parlent des langues différentes, de religions différentes, de pays différents. Donc, c'est très difficile à gérer cette population. Nous avons fait le maximum pour nous adapter à cette situation de danger public. Et le danger public c'était justement notre réponse.



Affiche Existrans - 1998

Par rapport à l'ExisTrans nous avons commencé à travailler avec Natacha Taurisson. Et il y a une personne qui était très importante au début, c'était une des premières que j'ai vu qui a organisé parallèlement, c'était Armand Hotimsky. Armand Hotimsky, pour moi, c'était vraiment quelqu'un qui a commencé à faire quelque chose d'important. J'ai eu l'occasion de le croiser pour prendre un café, pour discuter. Il y avait même un journal parce qu'en ce temps-là, ce n'était pas que ça soit interdit nos actions, mais elles étaient un peu, disons, semi-clandestines. Armand faisait un petit journal pour les trans, mais il y avait une certaine peur et je comprends parce qu'il y avait des lois et des contrôles. Toujours cette peur-là de dire quelque chose contre les mœurs. Et la première réunion au niveau européen qui se passait à Amsterdam je l'ai payée avec mon

agent. Il n'y avait pas de subvention pour aller à la réunion donc j'ai payé. Nous sommes allé.e.s à Amsterdam et j'ai trouvé Armand là-bas aussi. Je le connaissais déjà par rapport à ce journal qu'il éditait, à mon avis tous les trois mois ou tous les six mois, à la mesure qu'il pouvait. Donc, j'ai vu qu'il y avait d'autres personnes qui commençaient à s'organiser. J'ai parlé beaucoup avec Armand et Armand faisait au début la coordination générale d'ExisTrans : Armand Hotimsky et Natacha Taurisson. Et après sont venus les autres. Pascale Ourbih est venue après et beaucoup d'autres. Peut-être que j'oublie des personnes très importantes. Tom Reucher aussi. Mais c'était deux ans ou une année après. Armand c'était vraiment le début.



Tom Reucher - 2019

Je suis allée à plusieurs marches, et après je vous dirai pourquoi je n'y vais plus, mais les filles sont libres d'y venir. Ce qui est resté dans ma mémoire, c'est que nous sommes allé.e.s jusqu'à la statue de Jeanne d'Arc. Il y avait une personne dont je ne vais pas donner le nom ou elle va se fâcher, et il y avait Hélène Hazera et nous avons fait une photo de carte d'identité, une photo de carte Vitale, tout ça, et après nous avons commencé à les brûler devant Jeanne d'Arc. Et il y avait la police, et il avait des discours, et qui voulait parler le premier, et qui voulait parler... C'était vraiment quelque chose ! Mais bon, à vivre, c'était quelque chose de très grave et de très très stressant. Il ne faut pas oublier aussi le manque de respect, le manque de reconnaissance de certaines personnes dont je ne vais pas mentionner les noms, parce qu'ici ce n'est pas un règlement de comptes. Mais quand on vous dit que cette personne-là a juré de tuer une autre, cette personne "qu'elle meurt du Sida" en parlant de moi. Je suis désolé, je trouve que quand même, en tant que personne, si on ne me demande pas des excuses, je n'irai jamais plus à une marche des fiertés. Parce que ce que j'ai fait dans ce pays pour la santé publique et d'entendre ça, et de voir pas mal d'associations, dont Act Up et spécialement cette association parce qu'elle est très proche de ces personnes-là, et Aides aussi, ils savent ça et ils n'ont rien dit. Donc, je trouve qu'il faut avoir la dignité, le respect et la reconnaissance.



Hélène Hazera - 2017

Nous étions dans un contexte de 1^{er} décembre (journée mondiale de lutte contre le Sida, ndlr). Sur l'inter-LGBT j'ai

d'autres choses à raconter. J'y suis revenue mais c'est toujours conflictuel avec l'inter-LGBT. J'étais en garde à vue. Et ma grande amie Stéphanie et sa compagne m'ont apporté un sandwich quand j'étais en garde à vue. Pourquoi ? Parce que le président de l'inter-LGBT a cassé le drapeau sur ma tête parce qu'il était enragé avec moi et une autre personne transsexuelle.



Affiche de la manifestation du 1^{er} décembre 1991 – Act Up-Paris

Tout ça, ça peut arriver. Mais je crois que faire ça avec les leaders des associations... Non, il ne faut pas faire ça. Moi, j'étais une des premières trans à aller dans la rue. J'ai vu que les populations gay et trans n'étaient pas si proche. Elles faisaient partie de l'inter-LGBT mais elles avaient un mode de vie complètement différent. Donc petit à petit, avec les mouvements, les centres LGBT, avec d'autres réseaux, ça a amélioré beaucoup la compréhension entre les trans et les gays. Et je crois que les lesbiennes sont plus calmes, elles sont plus à part. Au moins avec nous elles sont calmes !

Je crois que donner la parole à quelqu'un qui est représentante d'une association comme le PASTT dans les années 90, à la fin des 1990-2000, c'était presque une obligation de reconnaissance. Ne pas donner la parole c'était comme une censure, comme dire non. Il faudrait peut-être avoir le même discours. Calquer ce dont vous parliez à

ce que nous devons dire et nous proposer de parler peut-être de ça. Mais je ne suis pas en train de dire que je suis contre les mots d'ordre de cette marche. Je voudrais seulement adapter le mot d'ordre à notre population. Mais on ne nous le disait pas, on ne nous laissait pas. Donc les petites querelles je trouve que c'était semi-grave. Au point que jusqu'à aujourd'hui j'attends qu'on me demande des excuses parce que j'ai été offensée. J'ai été vraiment accusée de quelque chose de grave et personne n'a rien dit. Personne.

Au début nous étions à Aides, parce que Aides avec beaucoup de gentillesse nous a fourni un petit espace pour un petit bureau et nous faisons notre accueil là. Ensuite, je voyais que l'on payait quand même un peu cher et il y avait beaucoup de gens pour ces petits bureaux. Et j'ai commencé à

chercher des appartements parce que nous avons déjà les budgets et j'ai commencé à calculer combien représente un appartement à louer. Et j'ai trouvé à plusieurs rues de là, rue de Maubeuge, pas loin de la rue Lafayette.

Mais tous les gens qui voulaient nous louer l'appartement, ils voyaient et demandaient notre statut. Et notre statut, évidemment, c'était prostitué.e.s, travesti.e.s... Donc les gens avaient peur, ils avaient peur. Un jour, j'ai été affolée, je suis allée parler avec quelqu'un d'Act Up, c'était Marc Nectar. C'était le troisième au quatrième président, avant Victoire Patouillard. Donc, j'ai dit : « Marc je n'arrive pas à louer parce que les gens voient un travesti, voient une prostituée. Donc on va faire une réunion. » On fait une réunion de bureau, et Marc faisait d'ailleurs partie de notre bureau, de notre conseil d'administration. Donc à la place de prostituées, on a mis travailleuses du sexe. C'était quelque chose que personne ne savait, personne ne savait. Et transgenres aussi, personne ne savait. Donc le monsieur, quand même, alors qu'il lisait, il a dit : « mais qu'est-ce que c'est transgenres ? ». J'ai dit : « transgenres ce sont des personnes très, très, très précaires et que nous devons aider. » Sans plus, donc c'est passé. Mais c'était vraiment dur. C'était vraiment dur.

Nous avons essayé de sociabiliser ce groupe. Nous faisons une ou deux fêtes annuelles. D'ailleurs, c'est vrai qu'il y a beaucoup de choses à raconter de ces nuitées du PASTT ! Et nous faisons des réunions de sensibilisation, d'information et peu à peu, nous avons commencé à travailler avec un réseau français, des associations qui nous ressemblaient. Donc, il y avait déjà depuis dix ans plusieurs associations qui se sont développées, dont le Bus des Femmes. Il y avait Cabiria, il y avait Autres Regards à



Pancarte Cabiria - 2021

Marseille, il y en avait à Bordeaux, à Strasbourg. Il y avait aussi le pôle de Aides qui voyait aussi des prostituées. Donc, nous avons fait un collectif et nous avons appelé ce collectif Olympio parce que c'était une personne qui s'appelle Olympio, qui était un peu trans, aujourd'hui on peut dire queer, qui était comme ça et qui est mort du VIH. Nous avons plusieurs personnes qui étaient décédées, mais lui était très proche de nous et de notre bataille. Et nous l'avons appelé Collectif Olympio. Donc ce collectif faisait déjà un réseau communautaire et après sa compagne Françoise, à l'Université du Mirail, elle a développé beaucoup de travaux sur la santé communautaire. Et nous travaillions avec tous ces réseaux français. C'était très intéressant. Il faut dire la vérité, le PASTT était investi du

mouvement trans. Donc, si vous parlez d'une vingtaine, de 25 ou 50 trans, il y en a 90 % qui sont passé.e.s au PASTT. Actuellement, il y a Acceptess-T, il y a le PASTT... Mais toutes les filles que je connais qui sont leaders, elles sont passées au PASTT. Ce n'est pas que j'ai formé ces personnes pour créer d'autres associations. Non, elles ont appris au PASTT beaucoup de choses, il faut le reconnaître. Le PASTT c'était vraiment une école, une université. On travaillait aussi au niveau européen avec Marcella Di Folco.



De gauche à droite : Kim Perez (Espagne), Silvia Rivera (États-Unis), Camille Cabral (France)

Il y avait quelques Portugaises, qui ne faisaient pas partie des associations, mais faisaient partie des hôpitaux publics qui travaillaient avec des infectiologues. Il y avait aussi un pôle très très très éveillé sur la question des droits, c'était Londres. Mais Londres c'était avec les travailleuses du sexe, pas vraiment trans. Il y a toujours eu cette ambiguïté avec le PASTT. On pense que nous sommes seulement pour les travailleuses du sexe. Nous sommes en majorité travailleuses du sexe parce que c'est un groupe plus exposé à la maladie. C'était

impossible de ne pas dire que la majorité était travailleuses du sexe. Évidemment qu'il y en avait d'autres qui n'étaient pas travailleuses du sexe. Mais il y a eu quand même un certain malaise des autres qui n'étaient pas travailleuses du sexe, parce qu'elles pensaient qu'elles allaient être assimilées avec les travailleuses du sexe. Je comprends, mais il n'y a pas eu de choses graves, mais il y a eu quand même une certaine hésitation de celles qui n'étaient pas travailleuses du sexe. C'était une grande lutte, en sachant que les travailleuses du sexe étaient pointées comme des personnes qui étaient vulnérables au VIH, à l'épidémie et on a commencé à alerter l'Administration que certaines lois étaient très nocives, avec des impacts très négatifs.

Nous avons fait beaucoup de choses. Quelquefois, nous avons eu des victoires, d'autres fois nous n'avons pas eu de victoires. Dernièrement, il y a une autre loi qui est la loi des clients [loi de pénalisation des clients des travailleur-se-s du sexe adoptée en 2016, ndlr], qui est moins nocive quand même. Parce que les autres étaient contre les travailleuses du sexe. Aujourd'hui, c'est contre les clients. Je crois que c'était un lobby de la Mairie de Paris. Je ne parle pas mal des personnes, c'était

un lobby de la Mairie de Paris, Madame Hidalgo était très contre la prostitution, contre le phénomène prostitutionnel. Et je crois qu'elle a fait beaucoup de lobbying auprès des élu.e.s. Mais nous sommes toujours en train de demander que cette loi soit retirée.

Nous nous sommes adapté.e.s à tout ce qui est apparu. Par exemple, l'épidémie de Sida, elle a eu quand même une sorte de contrôle, ou de semi-contrôle avec les molécules qui sont merveilleuses. Il y a d'autres outils qui sont très bien aussi avec les molécules, qui sont pour les personnes séronégatives et l'accès aux soins pour les personnes séropositives. Donc le TasP [Treatment as Prevention, ndlr] pour les personnes séropositives et la PrEP [Prophylaxie Pré-Exposition, ndlr] pour celles qui sont séronégatives. Si on joint tous ces outils avec le préservatif, on pourrait avoir beaucoup de choses intéressantes pour diminuer l'incidence et aussi la prévalence. Donc le PASTT s'est adapté à la PrEP. Nous faisons la PrEP avec les CeGIDD de l'hôpital Fernand-Widal. D'ailleurs la responsable de la PrEP est là, c'est Kim Isip, elle est d'origine philippine et elle parle anglais. Elle représente le PASTT dans toutes les réunions internationales et spécialement en Europe, en Pologne, en Allemagne, en Grèce. Elle a agi partout sur la question de la PrEP. Et même en Angleterre. Voilà donc nous nous adaptons. Nous avons des TROD [Test Rapide d'Orientation Diagnostique], nous avons la PrEP, nous avons des préservatifs et c'est une arme que je ne laisse pas tomber. Je ne laisserai jamais tomber le préservatif parce qu'il y a beaucoup de syphilis, beaucoup de gonorrhées, il y a beaucoup de chlamydia depuis que la PrEP est devenue l'arme principale de lutte contre l'épidémie. C'est prouvé que ce n'est pas un sujet quelconque, la PrEP est vraiment très intéressante pour retenir un peu l'épidémie. Mais le problème ce sont les autres pathologies, c'est la syphilis par exemple. A Berlin, il y a une hausse, à Londres aussi, à Paris c'est auprès des hommes qui ont des relations sexuelles avec les hommes. Donc, si nous avons des armes contre une maladie ou contre n'importe quel microbe ou virus, il ne faudrait pas qu'on les néglige avec les autres qui font des dégâts aussi.



Camille Cabral

Les années 80 et 90 c'étaient des Brésiliennes et des Argentines, ensuite sont venues les Équatoriennes. Actuellement, il y a beaucoup de Péruviennes. Les Colombiennes aussi mais c'est plutôt juste après avec les Équatoriennes. Mais maintenant, les Péruviennes sont plus nombreuses. On s'adapte, nous avons dans notre population une Péruvienne, elle fait la médiation culturelle et la santé publique. Nous avons notre président Poyraz Sahin et Kim Isip du service PrEP. Nous avons trois à quatre avocats selon les mois qui viennent faire la permanence juridique. Nous avons des demandeurs d'asile, mais pour les demandeurs d'asile nous ne sommes pas vraiment spécialisé.e.s pour les trans. Nous travaillons toujours en parallèle avec les organismes spécifiques spécialisés. D'ailleurs, il y en avait une que j'ai demandé d'aider, c'est une Brésilienne et c'est la première Brésilienne qui est spécifiquement dans une situation où l'on peut dire qu'elle est vraiment sous la contrainte de milices parallèles. Parce que le gouvernement Bolsonaro ne dit pas directement "on va tuer tous les travestis". La seule chose



Camille Cabral

que j'ai entendu, avant qu'il soit élu, il a dit qu'il préférerait avoir un enfant mort plutôt qu'un enfant gay. Il a dit ça aussi avant d'être candidat dans un programme de télévision. C'est très très grave de dire ça, mais ce n'est pas vraiment une menace directe.

Le problème c'est que c'est tout un contexte qui laisse la population à l'aise de discriminer et d'agresser les personnes. Et au Brésil vous savez très bien qu'il y a des polices parallèles, qui ne sont pas officielles, qu'on appelle les milices. Et dans les milices il y a le mauvais et le pire de ces gens-là.

Un enregistrement réalisé par Thomas Santer au Centre LGBTQI+ de Paris Ile-de-France le 26 janvier 2020. Animation et programmation : Sam Bourcier, Hervé Latapie, Renaud Chantraine. Cet épisode a été réalisé par Marin Lefèvre. Le Feuilleton des luttes est un podcast produit par le Collectif Archives LGBTQI, en partenariat avec le Centre LGBTQI+ de Paris Ile-de-France. La communication autour du Feuilleton des luttes a été réalisée en partenariat avec le Master Information Communication CRDM de l'Université Paris Nanterre. Avec le soutien de la Dilcrah, délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT. © 2021